

Non au méga-centre de tri interdépartemental de Masseube



Non au méga-centre de tri interdépartemental de Masseube

Non au méga-centre de tri interdépartemental de Masseube

Oui à la modernisation du centre de tri d'Auch-Lamotte

Le mardi 4 avril, c'est par une conférence de presse que Francis Dupouey, président de Trigone et PDG de Tri-O - structure destinée à gérer le projet de méga-centre de tri de Masseube – et Jean-Christophe Vergne, directeur de Trigone, ont choisi de s'exprimer, avec le renfort de l'Ademe, de Cittéo (spécialiste emballages/papier) et du cabinet Indiggo.

L'exercice était sans doute plus facile que de venir répondre directement aux habitants et aux associations lors de la réunion publique du 10 mars dernier à Masseube, qui a rassemblé plus de 120 personnes. Ni le maire de Masseube, ni les représentants de Trigone ou d'autres organismes n'ont joué le jeu de la démocratie directe. Sans doute parce qu'il était difficile de réfuter les arguments des opposants sur la cohérence environnementale et économique du modèle de barycentre choisi. En effet, le choix d'un barycentre sur une zone de 400 000 à 500 000 habitants, préconisée par l'Adème, correspond à des zones urbanisées, à des agglomérations. Ce concept n'a aucun sens sur des territoires ruraux comme les nôtres, peu peuplés, sur des distances de plus d'une centaine de kilomètres (Gers, Comminges/Haute-Garonne, Lannemezan/Hautes-Pyrénées). Les associations et habitants opposés au projet proposent depuis le début des alternatives locales, avec la rénovation des centres de tri actuels d'Auch-Lamothe, de Saint-Gaudens et de Lannemezan, permettant un maintien de l'emploi au niveau local et limitant le bilan carbone des transports routiers. Les procédures environnementales n'ont pas été respectées, alors qu'il s'agit d'une Installation classée pour l'environnement (ICPE). Il n'y a pas eu d'enquête publique, ni d'études d'impact, donc aucune garantie sur la protection des zones humides proches et du futur Parc naturel régional de l'Astarac. Une consultation publique a minima vient de s'achever, avec de nombreux retours négatifs.

Vont-ils être pris en compte ? Economiquement, la rentabilité du projet n'hésite pas à afficher "un gain d'exploitation de plus de 10%", se basant sur une mise à jour des prévisions de 2016. Une certitude surprenante, dans un contexte de marchés incertains, alors que l'énergie et les carburants augmentent depuis plus d'un an, avec une répercussion directe sur les coûts d'exploitation (fonctionnement du barycentre, transports par camion...).

Après que Trigone ait tenté de faire croire il y a plusieurs mois qu'il y aurait seulement de 7 à 10 camions/jour, il est tout de même précisé dans la conférence de presse que "la RD929 va absorber tout le trafic des poids lourds, soit 46 allers-retours," ce qui constitue pour Inddigo, "une goutte d'eau comparée aux 436 camions quotidiens traversant déjà Masseube". Des chiffres à prendre avec précaution, là encore. Que de mépris pour les habitants de tous les bourgs situés sur cette unique départementale où les camions se croisent déjà avec difficulté. Le bilan carbone n'est pas même évoqué. La proposition faite par les associations d'utiliser les lignes de train existantes ou qui devraient réouvrir pour le fret (Auch-Toulouse et Auch-Agen) est retoquée d'office, avec seulement un test en exemple. En ce qui concerne l'emploi, les chiffres de création de postes les plus fantaisistes ont circulé depuis le début. La promesse de 60 emplois ne repose sur rien, car le départ ou le reclassement éventuels des salariés des anciens centres n'est pas pris en compte. L'automatisation d'un centre peut améliorer les conditions de travail et la productivité, mais le résultat ne sera pas de créer de nouveaux emplois à Masseube. Les aléas climatiques sont à peine cités. Pourtant, les crues exceptionnelles comme le Gers en a connu en 1977 et d'autres départements depuis, se reproduiront et ce n'est pas un classement hors PPRI à risque moyen/faible qui empêchera ces événements. Au niveau du financement, la situation n'est toujours pas claire. Le montant des investissements n'a pas été réactualisé pour tenir compte de l'inflation sur les matières premières, l'énergie et les carburants. Quand à l'adhésion du Comminges, la troisième entité potentielle de Tri-O, elle n'est toujours pas confirmée.

Réunis en assemblée générale le 8 avril 2023, les Amis de la Terre du Gers, soutenus par les associations, les collectifs environnementaux et les habitants, réaffirment la poursuite de leur mobilisation par tous moyens contre le projet de barycentre de tri à Masseube et pour la modernisation du centre de tri d'Auch-Lamothe.